NOUVEL HAY MAGAZINE
SANS FRONTIÈRES

Le capitalisme va-t-il imploser ? une analyse de Nerses Durman



DE L'IMPLOSION DU CAPITALISME par la revolution sociale

Extraits

Marquant la fin de la guerre des blocs, la chute du système socialiste incarné par l'Union soviétique en1990 a-t-elle donné le champ libre au capitalisme?

Le socialisme n'était qu'une illusion?

Pourquoi a-t-il failli?

Même s'il semble triompher, le capitalisme ou son extension le libéralisme n'a pourtant pas résolu les problèmes économiques ni les défis majeurs de la fin du 20ème siècle. Oscillant entre mutations nécessaires et confrontations inéluctables, n'est-il pas lui aussi condamné à disparaître au 21ème siècle, victime à son tour d'une révolution maintes fois annoncée?

Ces questions et leurs réponses sont au cœur «De l'implosion du capitalisme par la révolution sociale».En partant de l'histoire de la société humaine, cet essai explore l'évolution des structures sociales, économiques et politiques; il explique pourquoi la fin du capitalisme viendra du capitalisme lui-même, comme une logique implacable et déjà programmée. Mais,il propose aussi et surtout une autre voie…

2 PRÉFACE

Le développement de la société capitaliste ne s'est fait ni sans heurts, ni sans crises. De l'exploitation à outrance des salariés à l'augmentation continuelle du chômage, conduisant à une paupérisation grandissante et une misère qui, dans tous les pays, ne touche pas seulement les plus faibles, mais toutes les couches

de la société, les conditions d'une révolution semblent désormais réunies pour renverser le capitalisme et lui substituer un système socialiste.Face à une telle éventualité, les tenants de la société capitaliste ou ultra-libérale ne seraient-ls pas
tentés de s'arc-bouter sur leurs derniers privilèges, tout en contestant les acquis sociaux, plutôt que d'accepter la remise en cause définitive d'une société qu'ils ont contribuée à bâtir sur une économiede marché? Entre mutations nécessaires et confrontations inéluctables, cette société-là n'est-elle pourtant pas condamnée à disparaître, portant en elle les germes de sa propre fin. Le risque d'une
disparition violente n'est hélas pas à exclure, tant les tensions se nourrissant des incompréhensions mutuelles semblent exacerbées. Comment expliquer que, malgré des profits colossaux, des multinationales envisagent des fermetures de sites et des plans sociaux, sans songer à partager les gains? Comment justifier, en plein conflit social, qu'on puisse ergoter sur une augmentation de salaire de quelques euros mensuels pour des manutentionnaires, alors que, dans le même temps, onaccorde au dirigeant du groupe une indemnité de retraite de plusieurs dizaines de millions d'euros bien qu'il ne justifie pas d'un excellent bilan en regard ?
Cette incompréhension affecte le corps social dans son ensemble, creuse la fracture sociale, crée une désaffection des citoyens tant pour le politique que la politique, radicalise les opinions et suscite des mouvements de rejet.
Afin d'éviter une catastrophe, un tsunami social, nous voulons apporter avec cet ouvrage une contribution qui puisse servir de base à la transformation de la société capitaliste. Pour cela, nous nous sommes notamment appuyés sur l'Encyclopédie universalis et le Capital de K. Marx. Nous restons persuadés qu'une société nouvelle, débarrassée de ses chaînes, pourra construire son avenir,vivre et travailler en paix. Ne serait-ce pas cela qu'on appelle des lendemains qui chantent?

3 LE RÔLE DES PARTIS POLITIQUES

Il est bien évident que dans chaque pays où le système démocratique est l'essence même de la société, les peuples élisent leurs représentants lors d'élections générales.
Avant chaque scrutin, les diverses formations politiques promettent le bien-être, le bonheur, le travail, la sécurité et la paix.
Toutes ses promesses ne seront pas réalisées au lendemain du scrutin. Le taux de participation des électeurs varie selon les pays, les régions ou les enjeux politiques,
de 35 à 70%. Un taux de participation à des élections supérieur à 90% suppose un caractère obligatoire du devoir civique. Si un citoyen ne se rend pas au

bureau de vote, il est sanctionné et doit acquitter une amende. Un taux de participation frôlant les 99% ne peut être observé que dans un pays dictatorial où seul un parti
unique est représenté aux élections. Chaque parti, lors des campagnes électorales, promet de servir les intérêts de la nation. Or ces promesses ne tiennent que le temps d'une élection; elles seront oubliées une fois le candidat élu ou le parti au pouvoir. De résignation en déception, les électeurssont de moins en moins convaincus de l'intérêt du vote; et le taux de participation diminue sensiblement. Il est évident que chaque parti ne représente et ne défend que les intérêts de sa
classe. Avec quelques nuances, nous pouvons considérer que la société est divisée sommairement en deux classes : celle des possédants, c'est à dire exploitante, et celle des exploités. La lutte est âpre entre ces deux classes, lorsque la société est pauvre et faible.
Un tel conflit peut même conduire le cas échéant à un coup d'état militaire fomenté par la classe dirigeante pour protéger ses intérêts qu'elle estime menacés. Sous couvert de «l'ordre», un coup d'état peut conduire à des exactions, une répression dont sera victime l'opposition. Cette situation pourra perdurer, malgré les protestations et les admonestations des institutionsinternationales
comme l'ONU ou son Conseil de Sécurité. En France, les classes exploitées sont défendues par les partis de gauche; eux-mêmes sont divisés en plusieurs
fractions comme le Parti socialiste, le
Parti Communiste, le
Mouvement de la
France Insoumise, le Nouveau Parti Anticapitaliste.
Quant aux Verts, ils jouent sur deux cordes, à la fois à gauche et à droite. Ils ressemblent à un moteur électrique monophasé sans phase de démarrage. À la mise sous tension, lorsque la poulie du moteur est lancée à
droite, le moteur tourne à droite; si elle est lancée à gauche, il tourne à gauche.
Le parti Socialiste a subi plusieurs métamorphoses depuis sa création avec autant de changements d'appellation. Il est revenu à son appellation d'origine de parti Socialiste, tel qu'il était connu lors de son affiliation à la «2ème
Internationale» en 1889. Quand il a été au pouvoir en France, ce parti n'a servi les intérêts que de la petite bourgeoisie; il a mené une politique à peu près semblable à celle d'un parti de droite, pour des impératifs nationaux que l'on peut imaginer. Mais, par sa manœuvre, il a entraîné dans son sillage le Parti Communiste, allié nécessaire pour la conquête du pouvoir.
L'effritement commença à menacer le parti Communiste, même dans les rangs de ses dirigeants, et la question de l'alliance avec le parti Socialiste fit débat. En effet, par le passé, ce parti s'était écarté des aspirations de la classe ouvrière par

certaines de ses actions, alors qu'il était au pouvoir. L'effondrement de l'URSS a donné un coup sévère à tous les partis communistes du monde.
Lorsqu'on observe l'action des différents partis Socialistes dans le monde, force est de constater que ces partis n'ont souvent de socialiste que le nom. Lorsque les socialistes accèdent au pouvoir, ils poursuivent une politique aux antipodes des principes socialistes.
De ce fait, il semble que les partis Socialistes ne sont ni plus ni moins qu'une formation au service de la petite bourgeoisie, tout en prétendant défendre les intérêts «nationaux». Ces partis se comportent donc fréquemment comme une formation faisant le jeu de la Droite. C'est la raison pourl aquelle beaucoup d'électeurs socialistes, déçus, vont vers l'extrême gauche; par ailleurs, le parti Socialiste récupère une partie du vote de droite (celle qui se reportait vers les Centristes).
Un homme de gauche peut-il apprécier les actions d'un parti Socialiste dit « Labour Party » au Royaume Uni, du SPD en Allemagne, des partis socialistes suédois, italien, espagnol, portugais ou grec à l'aune du socialisme ? Nullement ! Car ces partis ont servi et servent encore une cause fort éloignée du socialisme, leur gestion ne diffère en rien de celle des partis de droite.
En conclusion, il nous semble que le rôle essentiel des partis Socialistes soit surtout l'accession au pouvoir. Une fois en place, ils mènent une politique dite « nationale », identique à celle des partis de droite qu'ils ont combattus.

N'en est-il pas de même aux États-Unis entre les « Démocrates » plutôt de gauche (avec toutes les réserves quant à cette qualification) et les « Républicains » foncièrement de droite. Face à cette évidence, un vétéran de la classe ouvrière en France n'avait-il pas déclaré lors des élections présidentielles : « C'est Blanc Bonnet et Bonnet Blanc ».

Par ailleurs, dans un pays comme le Chili où le parti Socialiste était arrivé au pouvoir, son leader Salvador Allende en 1970 a engagé de profondes réformes dans les domaines économiques et sociaux afin d'améliorer les conditions de vie de la population chilienne et d'assurer une autonomie vis-à-vis des États-Unis.

Cela n'a pas été du goût de ces derniers, leurs intérêts étant dès lors menacés. Un coup d'État mené par le général Pinochet a renversé Allende, qui a été assassiné en 1973. Et une junte militaire s'est imposée avec une répression sanglante sans précédent, emprisonnements, simulacres de justice, tortures, enlèvements, disparitions et exécutions sommaires.

La nouvelle politique socio-Économique

Le bilan de la société capitaliste est, on le voit, loin d'être idyllique. Preuve en est, qu'à l'aube du 21ème siècle, la faim et la misère continuent à sévir dans le Monde, et affectent des millions d'individus sur tous les continents. Ce ne sont pas les aides humanitaires, certes nécessaires, accordées par les Nations Unies ou apportées aux populations sinistrées par les associations privées qui peuvent suffire. Selon les statistiques, les pays les plus pauvres sont de plus en plus frappés par la famine, les épidémies ; et la mortalité infantile va en s'aggravant. Drames auxquels s'ajoutent les catastrophes naturelles comme les tremblements de terre (à Bam en Iran, en 2003), des déluges avec des glissements de terrain (en Amérique latine ou en Asie), des tempêtes, typhons ou tornades (Amérique, Caraïbes ou Océanie) ou des Tsunamis (En Asie du Sud-Est, en décembre 2004). Cette dernière catastrophe n'a épargné personne, des populations locales de huit pays aux complexes hôteliers et touristiques avec leurs milliers de vacanciers. Certes, les hôtels, les bungalows et les commerces seront reconstruits, mais combien d'hommes et de femmes, marqués dans leur chair par la mort et la souffrance, pourront-ils reconstruire leur vie, reprendre leur métier et oublier le traumatisme subi ?

En jetant un regard sur le passé, l'Égypte des pharaons nous a légué ces superbes monuments que sont les pyramides, dont la plus célèbre est, sur le site de Guizèh, celle de Kheops érigé vers 2560 av. J.C., qui devait servir de sépulture royale. Combien d'ouvriers ont-ils péris lors de son édification ?

En ce 21ème siècle, en jetant un œil sur le présent, les pyramides modernes que sont les tours et les buildings n'ont pu être construits que par le travail de centaines d'ouvriers, qui ne pourront habiter dedans.

Outre le travail de ces ouvriers du bâtiment, il aura fallu que des bureaux d'études ou des architectes, des techniciens, des ingénieurs et des dessinateurs aient contribué aux projets de construction. Et au-delà, n'oublions pas ceux qui ont façonné et usiné les matériaux, ceux de la sidérurgie, de la maçonnerie, de la verrerie, entre autres. N'oublions pas non plus qu'en plus du sable et du ciment, il aura aussi fallu de la sueur et du sang.

Des pyramides aux tours de verre et d'acier, au prix de quels sacrifices des

milliers de gens ont apporté leur labeur pour créer des richesses dont la jouissance n'était réservée qu'au seul exploitant ? À ceux qui ont fait construire des immeubles, des buildings, des constructions somptueuses grâce à la force des travailleurs ! Ces derniers n'ont eu comme récompense qu'un maigre salaire pour se nourrir et subvenir aux besoins de leur famille, de manière à pouvoir continuer à travailler.

De l'époque du servage jusqu'à nos jours, combien d'entre eux furent brimés, persécutés, torturés, condamnés et même marqués au fer rouge, sans jamais renoncer pourtant à affronter les pires épreuves dressées sur leur chemin. Innombrables ont été les luttes de la classe ouvrière dans le monde pour faire valoir ses droits ?

Il y eut la Commune de Paris en France, en 1871 ou la manifestation ouvrière de Chicago en 1886 pour un 1er mai chômé mais également et surtout pour obtenir une durée de travail hebdomadaire limitée à 8 heures ; cette manifestation fut violemment réprimée par la police ; il y eut des morts et des blessés parmi les ouvriers.

Ce ne sont là que quelques exemples. Cela explique sans doute pourquoi, tout en voulant préserver ses acquis et ses privilèges, la société capitaliste a cherché à évoluer. C'est ainsi que, tant en Amérique qu'en Europe, mais aussi dans les puissances économiques émergentes, le « capitalisme » s'est offert un semblant de métamorphose.

Le terme même de « capitalisme » tend depuis lors à disparaître au profit de l'appellation plus neutre de « libéralisme » ou « d'économie de marché ».

Il est vrai que la connotation de capitaliste rappelait trop l'exploitation de l'individu par une classe dominante, alors que le terme de « libéral » semble plus approprié. Ce glissement ne laisse-t-il pas entendre que tout un chacun a la possibilité d'entreprendre, en créant sa propre entreprise pour devenir son propre patron ou tout simplement patron, et faire ainsi, selon ses compétences, le choix de sa profession ou construire son avenir librement ? Ce n'est ni plus ni moins qu'une transposition du rêve américain, lequel se nourrit des perspectives de réussite et d'argent. En réalité, si l'on offre à tous ces entrepreneurs l'opportunité de s'établir et de devenir de petits patrons, il ne faut pas oublier

que les leviers de commandes, tant sur les plans financiers que juridiques, restent entre les mains d'une oligarchie, constituée en donneurs d'ordres.

Ainsi, la classe capitaliste, sous son masque libéral, continuera-t-elle à exploiter non seulement la classe ouvrière, mais également les petites entreprises qu'elle a contribué à créer. L'ultra libéralisme, quant à lui, cherchera à s'affranchir de la tutelle étatique, en poussant le système d'exploitation jusqu'à ses limites, et préférera investir dans des régions du monde où la main d'œuvre est, à la fois, la moins chère mais aussi la plus docile. Dans ces conditions, ne risque-t-on pas de voir le climat social se dégrader durablement dans les pays les plus avancés avec des débordements qui, menaçant de mettre en péril les privilèges de quelques-uns, pourraient mener à une lutte ouverte des classes ? Et, au seuil d'une nouvelle ère, cela ne donnerait-il pas raison aux théories de Marx qui prévoyait l'abolition du capitalisme par une révolution de la classe ouvrière ? Fatalisme, prétendront certains. Pourtant, les faits sont là. Le fossé se creuse entre les pays riches et les pays pauvres, et dans chaque pays entre les possédants et les exploités, qui tôt ou tard, deviennent des exclus.

En tenant compte que le capitalisme est farouchement attaché à ses acquis, il ne semble disposé ni à les abandonner, ni à les partager aisément. Il faut donc que la classe ouvrière ait recours à un autre moyen pour s'approprier le capital. Il faut qu'elle s'implante dans la société capitaliste, et ce conformément aux lois en vigueur, en créant des **sociétés coopératives** à caractère social communautaires tant dans le domaine industriel qu'agricole. La richesse des pays est assurée par le travail des ouvriers tant dans l'industrie que dans l'agriculture, des techniciens, des ingénieurs, notamment ; le patron ne dispose que des moyens d'exploitation de son personnel, c'est à dire de l'argent dont il est le seul maître. L'implantation de sociétés à caractère social communautaires est tout à fait réalisable sous l'égide des syndicats, suivant les branches corporatives et les domaines d'activité. Les syndicats, eux-mêmes, sont structurés suivant les branches corporatives de la société.

La création de ce type de sociétés coopératives et participatives servira de base à une nouvelle organisation de l'économie mondiale permettant à tous de travailler et à vivre en paix en assurant une parfaite coopération entre les différents peuples.

Nersès Durman-Arabyan ,
dec.2017

————————————————————
————————————————

Lire aussi : http://reseauinternational.net/le-capitalisme-mondial-a-la-derive-alertes-rouges-des-signes-dimplosion-dans-leconomie-mondiale/